GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — *Cour de cassation* (chambre des requêtes). *Bulletin*: Créance hypothécaire; cession de rang. — Servitude; possession; arrêt interlocutoire. — Sentence arbitrale; opposition à l'ordonnance d'exequatur; exécution; fin de non-recevoir. — Arbitres forcés; salaire; exécution de dépens; mandat salarié. — Chose jugée; expertise; prestation de serment. — *Cour de cassation* (ch. civ.): Référé; privilège; Caisse des consignations; paiement. — Chemin de fer du Nord; compagnie Peppin-Lehalleur; promesse d'actions; versement du prix; fusion de société. — Expropriation pour utilité publique; jures; service; session. — Privilège; Trésor; contributions indirectes. — *Cour royale de Paris* (1^{re} ch.): Privilège des commissaires-priseurs; vente mobilière par un notaire commis par justice; dommages-intérêts.

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises du Rhône*: Tentatives d'assassinat par un caporal-fourrier en état de désertion. — *Cour d'assises de la Marne*: Assassinat commis par une mère sur sa fille; tentative de suicide de l'accusée. — *Conseil de guerre de Paris*: Vol et détournement de fonds appartenant à l'Etat.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).
Présidence de M. Lasagni.

Bulletin du 17 août.

CRÉANCE HYPOTHÉCAIRE. — CESSION DE RANG.

La convention par laquelle un créancier cède son rang hypothécaire à un autre créancier hypothécaire et consent à être primé par lui, qu'on appelle cession ou subrogation, elle est un contrat fort licite qui doit recevoir tous ses effets entre les parties contractantes et sans qu'il soit permis à un troisième créancier du même débiteur de venir critiquer une telle convention en ce qu'elle n'aurait pas le caractère légal de la subrogation dans le sens et suivant le vœu de l'art. 1250 du Code civil.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Troplong et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieux; plaident, M^{rs} Delachère. (Rejet du pourvoi du sieur Chatelet.)

SERVITUDE. — POSSESSION. — ARRÊT INTERLOCUTOIRE.

Un arrêt interlocutoire qui ordonne une preuve sur le caractère d'une possession non contestée et sur la question de savoir si cette possession est précaire ou si, au contraire, elle réunit les conditions exigées par l'article 2229 pour fonder une prescription, ne peut faire grief à aucune des parties ni violer la loi. Ce ne sera que lors de l'arrêt définitif que l'une ou l'autre des parties pourra se plaindre, s'il y a lieu, c'est-à-dire si la possession a été mal caractérisée d'après les documents judiciaires du procès.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Troplong et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieux; plaident, M^{rs} Moutard-Martin (Rejet de deux pourvois de M. le duc de Richelieu.)

SENTENCE ARBITRALE. — OPPOSITION A L'ORDONNANCE D'EXÉQUATUR. — EXÉCUTION. — FIN DE NON-RECEVOIR.

L'exécution donnée à une sentence arbitrale dérive une fin de non-recevoir invincible contre l'opposition à l'ordonnance d'exequatur. La question d'exécution rentre dans le pouvoir discrétionnaire des juges du fond. Au surplus, le grief d'opposition consistant à reprocher à la sentence d'avoir statué hors des termes du compromis et sur choses non demandées (art. 1028, § 4^o et 5, du Code de procédure), tombe devant la déclaration donnée par le juge que la sentence arbitrale, dans les dispositions attaquées, s'est conformée à l'intention des parties, telle qu'elle est exprimée dans le compromis. Cette déclaration de fait échappe aussi au contrôle de la Cour de cassation.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Hardoin, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieux; plaident, M^{rs} Huet. (Rejet du pourvoi du sieur Enout.)

ARBITRES FORCÉS. — SALAIRE. — EXÉCUTOIRE DE DÉPENS. — MANDAT SALAIRE.

I. Les Tribunaux civils connaissent de l'exécution des jugements des Tribunaux de commerce. Par suite, un Tribunal de première instance a pu compétemment décider sur l'opposition au commandement d'un exécutoire de dépens délivré par le président du Tribunal de commerce à des arbitres forcés, à titre de salaire, que ce commandement ne pouvait servir de base à une condamnation, attendu qu'aucun salaire n'est dû à des arbitres forcés, qui sont de véritables juges.

II. En refusant ce salaire à des arbitres-juges, le Tribunal n'a pu violer les principes sur le mandat salarié (article 1984 et 1036 du Code civil) lorsque ces arbitres-juges n'avaient reçu des parties aucun mandat de cette nature en dehors de leur mission forcée, et que, s'ils étaient qualifiés experts dans leur procès-verbal, cette qualification n'ôte pas la teneur de leurs conclusions.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller de Gaujal, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieux; plaident, M^{rs} Rigaud. (Rejet du pourvoi du sieur Brirot.)

CHOSE JUGÉE. — EXPERTISE. — PRESTATION DE SERMENT.

I. Lorsque, sur la question de savoir entre le propriétaire d'une usine et son locataire, si celui-ci jouit, dans toute sa plénitude, de la chute d'eau que lui garantit son bail et un arrêt passé en force de chose jugée, il est décidé par un second arrêt que la force motrice de l'usine est supérieure à celle garantie par le bail, il est évident que loin de contrevenir à l'autorité de la chose jugée, cette décision ne fait qu'en constater l'exécution.

II. Irreprochable sous ce premier rapport, l'arrêt ne viole pas non plus les articles 303 et 303 du Code de procédure, quoiqu'il se fonde pour déclarer l'existence d'une force motrice suffisante ou même supérieure, indépendamment des autres documents de la cause, sur le procès-verbal d'un ingénieur qui n'avait pas prêté le serment exigé par l'article 303, lorsqu'il est constaté que ce n'est pas comme expert que ce fonctionnaire a agi, mais uniquement pour recevoir les travaux qu'il devait assurer au locataire la force motrice à laquelle il avait droit. Il est vrai de dire, dans ce cas, que la Cour royale n'a pas consulté un procès-verbal d'expertise, mais un procès-verbal de réception de travaux pour l'autorité duquel la loi d'exigé pas le serment préalable de son rédacteur.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Joubert et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieux; plaident, M^{rs} Huet (Rejet de deux pourvois du sieur Michel.)

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Piet, doyen.

Audience du 3 août.

REFERÉ. — PRIVILEGE. — CAISSE DES CONSIGNATIONS. — PAIEMENT.

En cas de concours entre plusieurs créanciers dont quelques-uns se prétendent privilégiés, les Tribunaux ne peuvent déclarer l'existence d'un privilège sans que les autres créanciers que ce privilège primerait aient été appelés en cause.

Le juge des référés est incompétent pour reconnaître l'existence d'un privilège au profit d'un créancier; car, faire l'attribution à un créancier de tout ou partie des fonds du débiteur, c'est préjudicier au principal en disposant du gage commun.

La Caisse des consignations, entre les mains de laquelle des oppositions ont été formées par divers créanciers, a le droit de refuser le paiement nonobstant une ordonnance de référé qui l'ordonne, lorsqu'il n'est pas justifié que les droits de tous les créanciers intéressés ont été défendus dans l'instance ou interpellés de se défendre.

C'est ce qu'a jugé, dans une affaire de la Caisse des consignations contre Coignet, un arrêt déjà mentionné dans la Gazette des Tribunaux du 3 août dernier, et dont voici le texte:

« La Cour,
» OÙ M. le conseiller Renouard en son rapport, M. Pascalis, premier avocat-général, en ses conclusions, et M^{rs} Tessier-Besfarges et Maulde, avocats, en leurs observations;

» Vu les articles 3 loi du 28 nivose an XIII, 1331 du Code civil et 809 du Code de procédure civile;

» Attendu que la Caisse des dépôts et consignations est une institution de garantie publique créée pour l'entière et exacte conservation des droits déjà justifiés sur les sommes consignées, mais même de toutes prétentions notifiées avec les conditions et dans les formes légales, jusqu'à décision du litige qui les concerne; qu'il suit de là que ladite Caisse a le droit et le devoir de vérifier si l'universalité des créanciers dûment connus est valablement engagée par les titres en vertu desquels des paiements sont réclamés d'elle par une partie d'entre eux seulement;

» Attendu que l'unique titre dont se prévalait Coignet, défendeur à la cassation, pour contraindre le préposé à la Caisse des dépôts et consignations au paiement des sommes appartenant à M^{rs} de Marcolle était une ordonnance sur référé rendue contradictoirement le 12 avril 1843, entre ledit Coignet et de Marcolle, en l'absence de toute autre partie;

» Attendu que cette ordonnance n'avait point autorité de chose jugée à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations, qui n'était pas partie en l'instance sur référé, et qu'à l'égard des créanciers de de Marcolle, elle était doublement irrégulière;

» Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 809 du Code de procédure civile, les ordonnances sur référé ne doivent faire aucun préjudice au principal; que reconnaître un privilège au profit d'un des créanciers et lui faire ainsi l'attribution de tout ou partie des fonds du débiteur, c'est préjudicier au principal en disposant du gage commun;

» Attendu, d'autre part, que l'on ne peut déclarer l'existence d'un privilège en l'absence des autres créanciers que ce privilège primerait et sans les appeler;

» D'où il suit qu'en validant les commandements tendant à l'exécution de l'ordonnance sur référé, et en ordonnant la continuation des poursuites, le jugement attaqué a expressément violé les lois précitées;

» Sans qu'il soit besoin de statuer sur l'autre moyen;

» Casse le jugement du Tribunal civil d'Angoulême du 10 juin 1845, etc.»

Bulletin du 16 août.

CHEMIN DE FER DU NORD. — COMPAGNIE PEPPIN-LEHALLEUR. — PROMESSE D'ACTION. — VERSEMENT DU PRIX. — FUSION DE SOCIÉTÉ.

On ne doit pas réputer complet et définitif le contrat par lequel les administrateurs d'une compagnie de chemin de fer acceptent une souscription d'actions avec obligation du souscripteur d'opérer dans un délai donné le versement du montant d'une portion du prix de ces actions.

L'obligation d'opérer le versement de cette partie du capital peut être considérée comme une condition dont l'inaccomplissement avant la fusion de cette société avec d'autres amène la résolution du contrat.

Ces décisions sont intervenues à l'occasion de trois pourvois formés contre des arrêts de la Cour royale de Paris rendus sur les contestations engagées entre la compagnie formée sous la présidence de M. Peppin-Lehalleur père pour l'entreprise du chemin de fer du Nord et certains porteurs de souscriptions d'actions de cette société qui n'avaient pas aux époques déterminées complété le versement du capital de leurs actions.

La Cour, après le rapport de M. le conseiller Miller, les conclusions conformes de M. le premier avocat-général Pascalis, et les plaidoiries de M^{rs} Mathieu Bodet, Moreau, Bonjean et Henri Nougatier, a rejeté les trois pourvois.

Bulletin du 17 août.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — JURÉS. — SERVICE. — SESSION.

La décision d'un jury d'expropriation pour utilité publique n'est pas nulle parce que l'un des jurés avait déjà siégé dans la session précédente.

Il n'y a pas nullité parce que le jury s'est, avec le consentement des propriétaires expropriés, occupé simultanément de plusieurs affaires.

Rejet du pourvoi formé par le sieur Lambord et la dame Pestieus contre une décision du jury d'expropriation de Fontainebleau, du 31 août 1846, rendu au profit de la compagnie du chemin de fer de Montreuil. (M. Renouard, conseiller-rapporteur; M. Pascalis, premier avocat-général; M^{rs} Morin et Lebon, avocats.)

PRIVILEGE. — TRÉSOR. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Le privilège du Trésor royal pour le recouvrement de l'année échue et de l'année courante des contributions mobilières, personnelle et des patentes ne peut s'exercer que sur les meubles qui sont actuellement en la possession du contribuable.

Dès lors, si postérieurement au 1^{er} janvier de l'année courante, mais antérieurement à l'émission des rôles et à toute saisie opérée à la requête du percepteur, une femme, après avoir fait prononcer sa séparation de biens, est devenue, par acte authentique, propriétaire des meubles de la communauté, le privilège du Trésor public ne peut pas s'exercer sur ces meubles pour le recouvrement de la patente à laquelle le mari a été assujéti.

M. Quentin, ancien receveur-général des finances, était à Paris le représentant d'un grand nombre de négociants qui s'étaient réunis à l'effet d'obtenir la modification des lois relatives aux diverses contributions publiques et notamment à la contribution des patentes.

M. Quentin agissant comme délégué du commerce parisien, adressait des pétitions aux Chambres et aux ministres, dirigeait des procédures contre le Trésor et l'administration des contributions directes, faisait des publications et provoquait par divers moyens l'attention du gouvernement et du pays sur les réformes dont la législation fiscale lui paraissait avoir besoin.

L'administration le porta, comme agent d'affaires, sur le rôle des patentes pour l'exercice 1843. M. Quentin refusa de payer, prétendant qu'il n'était pas agent d'affaires pour provoquer la réforme des lois fiscales.

Le percepteur fit saisir les meubles qui garnissaient l'appartement où demeure M. Quentin. Les meubles furent revendiqués par M^{rs} Quentin, qui justifia d'un jugement de séparation de biens entre elle et son mari, et d'un procès-verbal d'exécution constatant que les meubles avaient été attribués à M^{rs} Quentin, pour la remplir, jusqu'à due concurrence, du montant de ses reprises.

Le jugement de séparation et l'acte portant attribution des meubles étaient postérieurs à l'ouverture de l'exercice 1843, mais antérieurs à l'émission des rôles de ce même exercice.

Nonobstant la revendication faite par M^{rs} Quentin, les meubles furent vendus. Le Tribunal de première instance de la Seine, postérieurement à cette vente, annula la saisie et condamna le percepteur aux dépens.

En appel, la Cour royale décida que le privilège du Trésor public devait s'opérer sur les meubles, par le motif qu'au 1^{er} janvier 1843 ces meubles appartenaient encore au sieur Quentin.

La Cour, au rapport de M. Renouard et contrairement aux conclusions de M. l'avocat-général Pascalis, a cassé l'arrêt de la Cour royale et consacré la solution indiquée en tête de cette notice. (M^{rs} Labot et Chambaud, avocats.)

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

Présidence de M. le premier président Séguier.

Audience du 17 août.

PRIVILEGE DES COMMISSAIRES-PRISEURS. — VENTE MOBILIÈRE PAR UN NOTAIRE COMMIS PAR JUSTICE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les commissaires-priseurs établis dans les villes ont le privilège exclusif des ventes mobilières aux enchères publiques qui se font dans ces villes et les lieux qui en dépendent.

Le notaire qui, même en vertu d'un jugement qui l'a commis à cet effet, a procédé à une vente de cette nature, est tenu aux dommages-intérêts résultant de la violation de ce privilège.

D'après les lois des 27 ventose an IX et 23 avril 1816, les commissaires-priseurs établis dans une ville ont seuls, et exclusivement à tous autres officiers ministériels, le droit d'y faire les ventes mobilières aux enchères publiques; ce droit exclusif s'étend même à une commune située hors de l'enceinte de cette ville, et dans laquelle il y aurait une administration municipale partielle, pourvu que la commune et la ville dépendent de la même justice de paix.

Par jugement du 17 septembre 1846, le Tribunal civil de Versailles a commis M^{rs} Marchand, notaire de cette ville, pour procéder à la vente aux enchères publiques d'un mobilier considérable, saisi sur les époux Fessart dans la ferme de la Ménagerie à elle louée par l'administration de la Liste civile.

Le sieur Fessart a interjeté appel de ce jugement, qui a été confirmé par arrêt par défaut du 13 octobre 1846, au profit de la Liste civile.

D'un autre côté, les sieurs Prévost, Bart et Dupré, commissaires-priseurs à Versailles, ayant formé opposition à ce que M^{rs} Marchand exécutât ce jugement et cet arrêt, se sont pourvus à cet effet devant le Tribunal de Versailles, qui, le 13 novembre 1846, s'est déclaré incompétent, et a renvoyé devant la Cour royale saisie de l'affaire entre la Liste civile et les sieurs Prévost et Bart.

Appel de ce jugement par M^{rs} Prévost et consorts contre M^{rs} Marchand, et intervention de leur part dans la cause d'entre la Liste civile et M. et M^{rs} Fessart, opposans à l'arrêt par défaut.

Ceux-ci n'ont fait présenter aucun défenseur.

Les commissaires-priseurs, par l'organe de M^{rs} Lionville, revendiquent leur privilège, et font observer, en fait, que Versailles et la Ménagerie relèvent de la même municipalité et du même Tribunal de paix, et sont soumis aux mêmes règlements particuliers de police et de voirie; ce qui, rendant applicables au profit des commissaires-priseurs les lois des 27 ventose an IX et 23 avril 1816.

M^{rs} Chaix-d'Est-Ange, pour la Liste civile, demandait sa mise hors de cause de cette administration, qui était entièrement désintéressée au débat et ne pouvait être exposée à aucun titre aux dommages-intérêts réclamés contre M^{rs} Marchand.

Enfin, M^{rs} Templier, avocat de ce dernier, exposait qu'il ne s'agissait pas, au procès, de la question de prérogative des commissaires-priseurs, mais du point de savoir si M^{rs} Marchand n'avait pas dû exécuter un jugement qui le commettait d'office, sans aucune demande de sa part, surtout après que ce jugement avait reçu la sanction de la Cour par son arrêt par défaut.

M. l'avocat-général Poinot a résolu cette question dans le sens de la responsabilité du notaire, lequel s'était approprié en l'exécution la sentence des premiers juges et la décision dommageable aux commissaires-priseurs. M. l'avocat-général, en rappelant l'adage *factum judicis, factum partis*, et en demandant l'application de cet adage, a pensé qu'il y avait lieu de condamner M^{rs} Marchand, à titre de dommages-intérêts, au paiement des honoraires par lui reçus pour la vente mobilière faite par son ministère, et aux dépens du procès.

Conformément à ces conclusions, la Cour a rendu l'arrêt suivant:

« La Cour,
» Considérant qu'aux termes de la loi du 27 ventose an IX, et de celle du 23 avril 1816, les commissaires-priseurs établis dans une ville ont seuls, et exclusivement à tous autres officiers ministériels, le droit d'y faire les ventes mobilières aux enchères publiques;

» Considérant que la Ménagerie dépend de la commune de Versailles, et qu'ainsi c'est à tort que les premiers juges ont ordonné que la vente mobilière dont il s'agit aurait lieu par le ministère de Marchand, notaire;

» Considérant que le jugement ayant reçu son exécution, il ne peut plus y avoir lieu qu'à des dommages-intérêts qui, dans l'espèce, consistent dans la restitution des honoraires que le notaire a reçus;

» Infirme, en ce que les premiers juges ont ordonné que la vente mobilière dont il s'agit, aurait lieu par le ministère d'un notaire;

» Emendant, dit que la vente aurait dû avoir lieu par le ministère d'un commissaire-priseur;

» En conséquence, condamne Marchand à restituer, à titre de dommages-intérêts, à Prévost, Bart et Dupré, les honoraires par lui perçus sur le produit de la vente dont il s'agit;

» Condamne Marchand en tous les dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DU RHONE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Janson.

Audience du 14 août.

TENTATIVES D'ASSASSINAT PAR UN CAPORAL-FOURRIER EN ETAT DE DÉSERTION.

L'affaire qui a été portée aujourd'hui devant la Cour d'assises, a profondément ému notre ville au mois d'avril dernier.

La sécurité générale s'alarmait en apprenant qu'aux témoignages d'une cordiale hospitalité, il avait été répondu par l'assassinat. La stupéfaction fut grande quand la renommée publia le nom du coupable. C'était un jeune homme de vingt ans, né de parents honorables, enrôlé volontaire, et qui, dans son régiment s'était d'abord fait aimer de ses camarades et estimé de ses chefs. Mais il a rapidement franchi tous les degrés du crime.

Couvert de dettes et ne sachant comment y faire face, il avait demandé des ressources au vol. Brisant le cadenas de la malle de son sergent-major, il avait soustrait à son préjudice une somme de 250 fr.; puis, pour abriter son déshonneur, il avait déserté.

C'est donc hors des drapeaux qu'il avait commis la série de crimes dont la justice lui demande compte aujourd'hui.

A neuf heures les gendarmes introduisent l'accusé. C'est un jeune homme de taille ordinaire; il porte l'uniforme d'infanterie de ligne, décoré des galons de caporal-fourrier. Une physionomie pleine de distinction, une attitude humble et modeste, contrastent étrangement avec la prévention dont il est l'objet.

M. Gautot, substitut de M. le procureur-général, occupe le fauteuil du ministère public. M^{rs} Vachon est au banc de la défense.

Le greffier, Sorbier-Mioland, donne lecture de l'acte d'accusation, d'où nous extrayons les faits suivants:

« Le nommé Louis-Victor-Auguste Durand, caporal-fourrier au 67^e régiment de ligne, était en garnison à Lyon. Après une conduite dissipée qui lui avait fait contracter quelques dettes, il avait abandonné son corps dans le courant du mois de mars dernier, en dérochant à son sergent-major une somme de 250 francs et un pistolet à l'adjoint Peigner. Alors, cherchant à se soustraire aux recherches de la police, il avait loué une chambre garnie sous le faux nom de Canoli, chez un sieur Paroent, imprimeur lithographe, demeurant place de la Préfecture, à Lyon. La vie mystérieuse avait bientôt éveillé les soupçons, et le 7 avril suivant il s'était vu chassé de cet asile.

« Des relations de parenté l'unissaient à une nommée Marie Fabre, veuve Julien, cabaretière à la Quarantaine, et il résolut aussitôt de les mettre à profit. Espérant trouver un bon accueil, il se présenta chez cette dernière le jeudi 8 avril, demandant l'hospitalité, et annonçant l'intention de profiter d'un congé pour aller donner quelques jours à sa famille. La femme Julien habitait seule avec son mari, atteint de paralysie dans tous les membres, un logement composé de trois pièces au rez-de-chaussée et d'un cabinet obscur. Cette femme n'hésita pas à lui accorder un lit et une place à sa table.

« Rien dans l'attitude de l'accusé n'avait pu faire prévoir de sinistres projets, lorsque le lendemain 9 avril, à dix heures du soir, il demanda un café d'eau. A peine la femme Julien s'était rendue dans le cabinet pour la lui remettre, qu'elle fut renversée par un violent coup assés sur la tête avec un instrument en fer, et aussitôt l'accusé se rua sur elle et voulut lui donner la mort en plongeant trois fois un couteau dans le cou et dans la poitrine de sa victime, jusqu'à ce que la lame, détachée du manche, ne devint plus dans ses mains qu'une arme inutile.

« Alors une lutte s'engagea. La femme Julien, faisant entendre des gémissements, fut traînée dans une chambre voisine plus isolée. Sans aucun doute, affaiblie par le sang coulant de ses blessures, elle aurait succombé, si, par un effort désespéré, le sieur Julien, qui comprenait toute l'horreur de cette scène, n'avait pu vaincre sa paralysie et proférer des cris.

« A sa voix, l'alarme se répand, et plusieurs voisins accourent. Le premier qui pénètre dans le logement est le sieur Jean Bayon. Il se dirige vers la chambre indiquée, et il trouve la femme Julien renversée à terre, foulée aux pieds. L'accusé cherche d'une main à étouffer ses plaintes, et de l'autre il tient un pistolet.

« Ce secours devait la sauver; car, à la vue du témoin, Durand abandonne sa victime et se précipite à sa rencontre. « Je suis un malheureux! laissez-moi, ou je vous tue! » s'écria-t-il. Et comme, frappé de stupeur, Bayon restait immobile, il posa le bout du pistolet sur la poitrine de ce dernier et fit jouer la détente. Heureusement la capsule ne s'enflamma point, et Bayon put tirer violemment la porte, en fermant ainsi toute retraite à l'accusé.

« La femme Gros, qui suivait de près Bayon, a pu révéler aussi à la justice tous les détails de cette seconde tentative.

« Quelques instans s'écoulèrent. Tout à coup une détonation se fit entendre: l'accusé venait de diriger l'arme sur lui-même; mais, soit que le pistolet n'eût renfermé aucun projectile, soit qu'en prenant cette résolution, il eût eu la présence d'esprit de les enlever, le coup n'avait fait qu'une blessure sans gravité. C'est dans ce moment que diverses personnes, à la tête desquelles se trouvait un sieur Bivoisne, pénétrèrent dans la chambre et s'emparèrent de Durand.

« M. Christian, docteur en médecine, fut appelé à donner les premiers soins à la femme Julien. Trois blessures furent pansées sans délai: la première, faite au cou, aurait déterminé une mort certaine si l'instrument avait pénétré une ligne de plus; celle au-dessus du sein gauche, aurait eu le même résultat si la lame du couteau n'avait pas rencontré une côte; la troisième enfin, faite à la tête, ne présentait aucun danger, et c'est à la résistance des os qu'on doit attribuer la dislocation de l'arme.

« Toutes ces plaies se sont cicatrisées, et l'état de la femme Julien ne peut plus donner aucune inquiétude. Plus malheureux qu'elle, son mari, dont la constitution était déjà affaiblie par la maladie, n'a pu résister à des émotions si cruelles, et il est mort quelques jours après l'attentat.

« En présence des faits qui viennent d'être racontés, l'accusé, dans ses interrogatoires, n'a point cherché à repousser ce qu'ils avaient d'accablant. Le projet d'un vol au préjudice de sa parente, la femme Julien, a été par lui médité, il en convient, et il n'a pas reculé devant l'assassinat pour le mettre à exécution. Pendant toute la journée du vendredi 9 avril, cette pensée l'a dominé: le soir, lorsque la maison a été abandonnée, il s'est jeté sur sa victime avec l'intention de lui donner la mort et de s'emparer de son argent; mais son arme a trahi sa volonté. Toutefois il déclare que son pistolet n'a pas été dirigé sur Bayon, qu'il n'a pas eu un seul instant la pensée de le tuer, que, dans ce moment, il ne lui restait plus d'autre ressource que le suicide. »

M. le président interroge l'accusé.

D. Accusé, à quel âge êtes-vous entré au 67^e de ligne? — R. A dix-huit ans. D. Combien y êtes-vous resté de temps? — R. Deux ans. D. Vous étiez parvenu au grade de caporal-fourrier, ce qui prouve que pendant ce laps de temps, votre conduite a été assez régulière. En mars dernier, n'avez-vous pas commis un vol au préjudice de votre sergent-major et un autre au préjudice de l'adjudant Feigner? — R. Oui, Monsieur.

D. Après ces deux vols, vous avez déserté. Vous êtes allé chez un sieur Parceint, lithographe, place de la préfecture. Vous lui avez dit que votre père était un chef d'escadron retraité, à Vienne; que vous aviez demeuré rue Grenette. Vous lui avez donné un faux nom. Il s'est présenté à l'adresse indiquée pour recueillir des renseignements, et il a compris que vous l'aviez trompé. Donnez à MM. les jurés quelques explications sur ces détails.

L'accusé garde le silence. D. Cependant agité par vagues pressentiments, le sieur Parceint a voulu savoir qui vous étiez; votre malle a été ouverte, il y a reconnu des effets militaires; vous avez révéauté vous étiez, et alors mû par un sentiment de compassion, ne vous a-t-il pas offert d'aller intercéder pour vous auprès de votre colonel? — R. Oui, Monsieur.

M. le président: Vous vous y êtes refusé. Il s'est vu dans la nécessité de vous expulser de sa maison. Ici M. le président donne lecture à l'accusé d'une lettre trouvée dans sa malle et écrite à son père par Durand; on y lit qu'il est tourmenté de l'idée du suicide ou de commettre un grand crime. « Sa vie roule sur un pivot mince et léger, le moindre mouvement peut l'ébranler. Oh! Dieu, dit-il en terminant, que ne suis-je mort! »

D. Sorti de chez le sieur Parceint, vous êtes allé chez une parente d'un degré assez éloigné, la dame Julien, tenant cabaret à la Quarantaine. Elle vous a accueilli avec les marques d'une généreuse hospitalité. Elle vous a offert un lit et donné une place à sa table. Pourquoi le lendemain vous êtes-vous levé si tard? L'accusé explique cette circonstance par la nécessité où vous vous trouviez de combiner votre crime et toutes les circonstances qui devaient s'y rattacher. — R. J'étais indisposé.

D. Le lendemain dans la soirée vous avez causé gaiement avec un habitué du café; vous étiez fort tranquille, quand l'heure ordinaire de la fermeture de l'établissement est arrivée, vous vous êtes offert obstinément à placer les devantures. La prévention retient cette circonstance comme un indice gravement accusateur contre vous; c'est que vous vouliez vous assurer par vous-même que toutes les issues étaient hermétiquement closes à l'effet de commettre plus sûrement votre crime. Que s'est-il passé alors? — R. Je l'ai déjà dit lors de mes interrogatoires.

D. Vous avez demandé à entrer dans la souillarde pour vous laver les mains; vous avez prié la dame Julien de vous donner une carafe d'eau, puis au moment où elle se tournait pour vous la remettre, vous l'avez frappé d'abord avec un pique-feu, ensuite avec un couteau-poignard au cou, au sein, à la tête. Par un bonheur providentiel, son mari a crié au secours! On est accouru; vous avez dirigé une arme à feu sur le nommé Bayon: la capsule n'est heureusement point enflammée. Vous en avez replacé une autre, et vous avez simulé une tentative de suicide. — R. J'avais réellement envie de me détruire.

D. Quelle pensée affreuse a pu germer dans votre cœur d'assassiner une parente qui vous avait si bienveillamment reçu? — R. J'avais perdu la tête.

D. Mais vous vouliez la voler et, après l'assassinat et le vol, passer en pays étranger. — R. Si j'avais voulu j'aurais bien pu fuir.

D. Heureusement que vos intentions ne se sont pas réalisées.

M. le président procède à l'interrogatoire des témoins:

La déposition de la femme Julien produit sur le jury une vive impression. « Hélas, Messieurs, dit-elle, j'avais beau lui crier: Grâce! pitié! j'avais beau lui dire: Si vous n'avez pas pitié d'une pauvre femme comme moi, avez au moins compassion de mon pauvre mari! Et il est mort, Messieurs, obsédé jusqu'à la dernière heure de sa vie par d'horribles visions; toujours il lui semblait voir l'assassin sous ses yeux. »

M. Gautot, substitut de M. le procureur-général, résume brièvement toutes les charges de l'accusation; arrivant aux circonstances atténuantes, il s'exprime ainsi:

Nous savons, Messieurs les jurés, qu'en frappant d'une main le coupable, vous auriez de l'autre à témoigner votre indulgence et votre pitié; mais ici, ne serait-ce pas une faiblesse coupable que cette atténuation des faits? Prémeditation de l'acte qu'il va commettre; mobile sordide, lâcheté, cruauté dans l'exécution du crime. Qui pourrait vous disposer à un sentiment de compassion?

La famille de l'accusé! mais s'il n'a reçu d'elle que des principes d'honneur et de délicatesse, n'est-il pas plus coupable de les avoir foulés aux pieds?... Et que diriez-vous à des malheureux entraînés à des actes coupables, et dont l'enfance ni la jeunesse ne furent point protégées par de telles garanties?

Ici tout est horrible, tout a été froidement calculé, tout doit entraîner votre sévérité. Gardez-vous de faillir à vos devoirs par une coupable faiblesse, et réservez la manifestation d'une émotion généreuse pour un accusé qui en sera digne, jamais pour un tel assassin.

M. Vachon explique d'abord les motifs de la mission qu'il a acceptée. Il poursuit ainsi: « Ah! si j'avais pu un instant déserter ce noble mandat donné par le malheur, accueilli par la pitié de notre ministère, comment ne l'aurais-je pas ressaisi en songeant à la famille de ce jeune homme, de son père, vieux vétéran de nos armées, dont le sang a plus d'une fois coulé pour la gloire de notre pays; en songeant à cette vieille mère, dont les joues sillonnées de larmes n'attestent que trop les poignants douleurs auxquelles la faiblesse de son sexe ne lui permet pas de survivre. Aurais-je surtout refusé cette cause, quelque périlleuse qu'elle soit, en considérant le jeune frère de Durand jusqu'à ce jour l'élève modèle de ses condisciples et de mon fils. Après-demain, sa tête sera couronnée de lauriers. Serait-il dit que ces brillantes couronnes seraient arrosées de sang, et que la condamnation capitale de son frère aurait précédé les applaudissements de ses jeunes triomphes si souvent renouvelés... »

Ici l'émotion de l'orateur le force à s'arrêter. Il reprend un à un les faits de la cause et cherche à en diminuer la criminalité.

Après le résumé impartial de M. le président et trois quarts-d'heure de délibération, le jury rentre avec un verdict de culpabilité sur le fait principal, négatif sur la question de savoir si la tentative a eu pour but un vol, négatif également sur la tentative d'assassinat pour se dérober par la fuite aux recherches de la vindicte publique.

Sur les réquisitions du ministère public, Durand a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique.

COUR D'ASSISES DE LA MARNE.

Présidence de M. le conseiller de Froidefond.

Audience du 14 août.

ASSASSINAT COMMIS PAR UNE MÈRE SUR SA FILLE. — TENTATIVE DE SUICIDE DE L'ACCUSÉE.

Une atroce accusation amène sur le banc de la Cour d'assises une femme, une mère... Louise Grizard, femme Ponsart, est accusée d'homicide volontaire sur sa fille.

L'acte d'accusation révèle les faits suivants:

Le sieur Ponsart, vigneron à Crugny, a épousé, il y a dix-huit ans, Marie-Louise Grizard. Cette union ne fut pas longtemps heureuse. En proie à une jalouse qui rien ne justifiait, la femme Ponsart se laissa d'abord aller contre son mari à des emportements et à des excès qui devaient de plus en plus l'éloigner d'elle. Ces motifs de dénuement n'étaient pas les seuls qui troublaient l'intérieur du ménage. L'accusée s'adonnait à l'ivrognerie, et livrée à tous les désordres qui sont la suite de cette funeste passion, elle commettait des vols qui attiraient contre elle des plaintes fréquentes. Après avoir été l'objet de plusieurs actes d'indulgence de la part de l'autorité locale, elle fut poursuivie en 1843 et condamnée à trois ans de prison. Ce fut au mois d'avril qu'elle recouvra sa liberté.

Après quelques semaines passées au domicile conjugal, la

femme Ponsart reprit ses déplorables habitudes. Ses violences devinrent tellement graves, ses scènes d'ivrognerie se multiplièrent au point que son mari dut songer à s'y soustraire et à empêcher ses enfants d'être les témoins et les victimes. Jusque-là, l'accusée avait conservé près d'elle ses deux enfants, Rosalie et Amélie, la première âgée de seize ans et l'autre de huit ans et demie; mais Ponsart les conduisit chez son beau-père, en le priant de ne plus les laisser aller chez sa femme. Lui-même se réfugia dans une auberge du voisinage, après avoir fait, en présence du maire, un partage de son mobilier. Cette séparation devait augmenter encore l'exaltation de la femme Ponsart et la livrer à tous les excès de l'ivrognerie. Elle devint furieuse contre son mari, et dans son ivresse, elle ne cachait ni sa haine, ni ses desirs de vengeance.

Un jour on l'entendit s'écrier: « Oui, je mettrai le feu, je brûlerai tout. » Ces menaces, rapportées au propriétaire de la maison qu'elle habitait, firent craindre à celui-ci qu'elle ne chercha bientôt à les réaliser. Il voulut qu'en cas d'incendie, les secours pussent arriver promptement, et dans ce but, il fit enlever, dans la journée du 13 juin 1847, par le sieur Ponsart lui-même, la porte dite guichet qui existait dans la porte cochère. Ce jour-là, le sieur Ponsart voulait à son tour se mettre en garde contre sa femme au point de vue des dépenses qu'elle pouvait faire, et il fit annoncer à son de caisse qu'il ne paierait plus rien pour elle dans les auberges et les cabarets de Crugny.

Cette déclaration publique et l'enlèvement de la porte du guichet de la porte cochère portèrent l'exaltation de la femme Ponsart à son comble, et dès ce moment elle voulut tirer de son mari une éclatante vengeance. Dans la soirée de ce même jour, 13 juin, ses deux filles vinrent dans sa maison. La femme Ponsart les accueillit avec le même empressement et les mêmes démonstrations d'affection que d'habitude et les refit à souper. Pendant le repas, elle leur dit: « Mangez bien, mes petites enfants, peut-être mangerez-vous pour la dernière fois. » Le sens de ces paroles mystérieuses devait bientôt se révéler d'une manière terrible. Après le souper, la mère et les deux filles se couchèrent dans le même lit.

A quatre heures du matin, Rosalie, la fille aînée, se leva pour aller travailler avec son père. A sept heures et demie, une voisine, la dame Paté, entendit la femme Ponsart qui l'appela et lui demandait des secours. Elle sortit précipitamment et rencontra l'accusée, dont les vêtements étaient ensanglantés, et qui avait au cou une large plaie sanglante. Aux questions que la femme Paté lui adressa, elle répondit que son mari l'avait mise en cet état, qu'il s'était introduit chez elle par une fenêtre, et qu'après l'avoir liée avec des cordes, il avait voulu la tuer. Elle la conduisit dans sa chambre et lui montra par terre deux cordes, une lanière en cuir, une plane et un couteau ouvert, en lui disant que c'étaient là les instruments dont Ponsart s'était servi.

En écoutant avec effroi cet étrange récit, la femme Paté jeta un coup-d'œil sur le lit, et vit qu'il n'était pas vide. « Est-ce votre mari? dit-elle. — Non, répond l'accusée, c'est ma petite fille qui est morte. » Elle se mit à pleurer sans rien ajouter. La femme Paté s'assura par elle-même qu'elle avait dit vrai, et s'enfuit en lui disant: « Ce n'est pas votre mari qui a fait cela, il aime trop ses enfants. » Bientôt d'autres personnes arrivèrent; mais le sang coulant de la blessure finit par étouffer la voix de la femme Ponsart, et on ne put la mettre en demeure de s'expliquer sur la cause de la mort de la pauvre Amélie. On reconnut que cette malheureuse avait été étranglée pendant son sommeil, et que son corps ne portait aucune trace qui pût indiquer une résistance ou une lutte quelconque. Mais en même temps on fut convaincu que Ponsart n'était pas l'auteur de ce crime; il aimait trop ses enfants, comme avait dit la femme Paté; il s'était toujours trop bien conduit pour que les soupçons pussent un instant l'atteindre. L'accusée ne tarda pas d'ailleurs à confesser la vérité; elle avoua que c'était elle-même qui avait donné la mort à Amélie, et qui ensuite avait attenté à sa propre existence.

Les motifs par elle allégués ne peuvent qu'ajouter encore à l'horreur qu'inspire son forfait. Si elle a tué son enfant, c'est pour se venger de son mari; Amélie était l'objet de toutes les affections de son père, il la préférerait à sa sœur aînée, et c'est pour atteindre cet homme dans ce qu'il avait de plus cher que l'accusée a porté une main criminelle sur sa fille. La femme Ponsart a ensuite cherché à se suicider. En agissant ainsi, a-t-elle encore voulu, dans l'aveugle fureur qui l'animait contre son mari, laisser tomber sur lui la responsabilité d'un double crime? On pourrait le croire en se rappelant les premières déclarations faites à la femme Paté. Mais, quelle que soit la pensée qui ait poussé la femme Ponsart au suicide, le crime qui a précédé cette tentative n'en est ni moins certain ni moins horrible et n'en mérite pas moins un châtiment exemplaire.

La femme Ponsart, interrogée à l'audience, confirma la plupart des aveux qu'elle a faits précédemment de son crime et des circonstances qui l'ont accompagné.

Le premier témoin, Ponsart, mari de l'accusée, déclare que trois ans après son mariage a commencé une série de scènes conjugales qui avaient pour but de troubler son repos. Il donne sur le caractère de sa femme de tristes renseignements, et la présente livrée au vice de l'ivrognerie, commettant des vols, se livrant à des violences contre lui, tantôt avec une bûche, tantôt avec des sabots. Ponsart était chantre de sa paroisse; sa femme lui disait: « Tu ne chanteras ni ici, ni ailleurs. » Il jugea prudent de se séparer d'elle. Il emmena ses filles, mais on leur laissant la liberté de voir leur mère. Comme celle-ci continuait ses menaces, le mari fut prié, par le propriétaire de la maison, d'enlever une petite porte encastrée dans la porte-cochère pour qu'on pût, en cas d'incendie, courir plus vite au feu. Ordre fut donné au tambour de la commune d'annoncer au public que le mari ne paierait aucune des dettes de sa femme, qui achetait de l'eau-de-vie et la lui laissait payer, en ajoutant qu'elle le réduirait à la mendicité.

La jeune Rosalie Ponsart est introduite. Cette enfant de seize ans, d'une figure intéressante, pleure abondamment. M. le président ordonne qu'on la fasse retirer de l'audience, et on ne peut qu'approuver une détermination qui empêche de voir cette jeune fille ainsi placée entre son père et sa mère, en présence de l'accusation qui pèse sur cette dernière.

Beuhardelle, maçon, âgé de vingt-deux ans et demi, a été appelé par la femme Paté, qui lui a dit de courir vite chez Ponsart, où il venait de se passer quelque chose. Il vit la femme Ponsart ayant une blessure à la gorge et la chemise couverte de sang. A la demande de la femme Paté, qui voulait savoir comment elle se trouvait dans cet état, elle répondit que c'était du fait de son mari, qui s'était introduit par la fenêtre de la chambre.

La femme Ponsart prétend être sortie de la maison pour se jeter dans le puits et avoir été retenue par ses vêtements.

M. Vavin, cultivateur et maire de la commune, dépose des faits contenus dans l'acte d'accusation. Dans le premier moment, la femme Ponsart dénonça en effet son mari comme l'auteur de ce double crime; mais plus tard, interrogée encore là-dessus, elle avoua avoir elle-même commis le meurtre. M. le maire donne d'excellents renseignements sur la conduite de Ponsart à l'égard de sa femme.

La dame Chopin a entendu les menaces d'incendie proférées par la femme Ponsart, dans un état complet d'ivresse. Elle lui demanda, quelques jours après, contre qui elle proférait ces menaces; la femme Ponsart ne paraissait s'en souvenir nullement.

Le médecin, appelé à constater l'état du cadavre, déclare que l'enfant a dû être étranglé au moyen d'une corde. La ligne tracée autour du cou était égale partout, ayant le diamètre d'un centimètre. Une corde a été en effet trouvée, à laquelle adhéraient les cheveux blonds de la victime.

La femme Ponsart persiste à soutenir qu'elle s'est servie d'un foulard.

M. Lacave, qui occupe le siège du ministère public, demande une condamnation sévère. M. Genaudet, défenseur de l'accusée, a obtenu pour cette tête coupable la faveur des circonstances atténuantes. La femme Ponsart est condamnée à quinze années de travaux forcés.

L'auditoire nombreux qui se pressait à cette audience s'écoule en s'étonnant de cette condamnation qui lui paraît peu sévère, en comparaison de l'énormité du crime.

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Buisson, colonel du 55^e de ligne.

Audience du 17 août.

VOL ET DÉTOURNEMENT DE FONDS APPARTENANT A L'ÉTAT. — (V. la Gazette des Tribunaux d'hier.)

L'audience est ouverte à onze heures précises. Une foule considérable se précipite dans l'auditoire.

M. le président: Nous allons entendre les témoins à décharge. Faites entrer M. le colonel Angenoux.

Le colonel est introduit. M. le président, au témoin: Vous êtes appelé par le capitaine de Mairesse pour déposer en sa faveur; dites ce que vous savez.

Le témoin: Je puis affirmer que pendant tout le temps que M. le capitaine de Mairesse a été placé sous mes ordres, il s'est parfaitement conduit, jusqu'au moment de la malheureuse affaire qui l'appelle devant vous. C'est un homme qui n'a pas grands moyens, bien au contraire. Mon prédécesseur dans le commandement de ce régiment m'avait donné de très bons renseignements sur sa probité et sa moralité.

M. le président: Cependant vous savez que depuis quatre ans qu'il est capitaine-commandant, il s'est fait faire des remises par les brigadiers d'ordinaire au détriment de l'alimentation de l'escadron. Pensez-vous que toutes les sommes qu'il s'est fait remettre, il les ait employées dans l'intérêt de l'escadron?

Le témoin: Je serais fort embarrassé de répondre à cette question, je n'ai connu ces faits que par l'affaire actuelle.

M. Dumas de Vignolles, chef d'escadron major: J'ai toujours connu M. de Mairesse comme un homme d'honneur et incapable de commettre le moindre acte d'indélicatesse.

M. le président: Vous, Monsieur, comme major, vous savez que l'on donne à la troupe, à certaines époques de l'année, de l'eau-de-vie pour la mêler avec l'eau ordinaire. Cette eau-de-vie était-elle réellement fournie, ou bien, savez-vous si M. le capitaine de Mairesse se faisait remettre le montant de cette allocation?

Le témoin: Ce fait n'est venu à ma connaissance que par l'affaire actuelle.

M. Duhamel, ancien chef d'escadron, commandant le 5^e escadron du 4^e régiment de dragons: J'ai reconnu dans M. le capitaine de Mairesse un parfait honnête homme, s'occupant peut-être avec trop de zèle et avec une grande activité des intérêts de son escadron. J'ai demandé plusieurs fois aux hommes placés sous ses ordres s'ils avaient à se plaindre; ils m'ont répondu qu'ils étaient satisfaits de leur capitaine.

M. le président: Lorsque vous commandiez l'escadron, avez-vous vérifié les carnets constatant les dépenses de l'ordinaire, et n'avez-vous pas vu que M. le capitaine de Mairesse se faisait faire des remises par les fournisseurs, et je ne me suis aperçu d'aucunes surcharges. Si elles ont été faites, ce n'a pu être qu'après mes visites.

M. le président: N'avez-vous pas vu ce qui se passait relativement à la viande que l'on fournissait et qui était d'une mauvaise qualité?

Le témoin: Je n'ai jamais eu de plainte à ce sujet. M. le président: Et en ce qui concerne l'eau-de-vie pour laquelle on fait une allocation, vous êtes vous assuré que l'on achetait l'eau-de-vie nécessaire pour faire le mélange prescrit par le règlement. — R. J'ai vu, du moins on m'a dit que l'on attendait mon arrivée pour la visite des chambres, et qu' aussitôt que je me présentais on versait un peu d'eau-de-vie dans les cruches.

M. Avond: Je demanderai au témoin de vouloir bien dire au Conseil s'il croit que le capitaine de Mairesse soit capable de s'approprier les sommes qu'il a reçues par suite de remises qu'il faisait faire. Je demanderai en même temps au témoin de dire ce qu'il pense de l'emploi que le capitaine de Mairesse a pu faire de ces sommes, en d'autres termes, si sa conviction n'est pas que le capitaine les a employées au profit de l'escadron.

Le témoin: C'est là une question délicate, je ne puis pas savoir si en effet le capitaine de Mairesse a employé toutes les sommes qu'il a reçues au profit de l'entretien de l'escadron. Mais je puis dire que je suis allé chez le capitaine quand l'affaire a eu lieu. Je lui dis que s'il avait agi irrégulièrement, il fallait du moins qu'il mit sa probité et sa moralité à l'abri de tout soupçon, en justifiant de l'emploi des sommes reçues. Il me parla alors de diverses dépenses faites dans l'intérêt de l'escadron; il me parla de réparations faites aux selles et aux casques.

M. Avond: Je désirerais que le témoin fit connaître ce qu'il sait sur les dépenses faites dans l'escadron à l'occasion de la fête du Roi. — R. Je crois qu'il a été employé en améliorations pour le repas, une somme de 70 à 80 francs.

M. le président: Vous savez, commandant, que le capitaine Mairesse, interpellé par M. l'intendant militaire s'il avait une masse noire, a répondu non. Que pensez-vous de cette dénégation?

Le témoin: Le capitaine de Mairesse connaissant les difficultés et les embarras de la position dans laquelle il allait se trouver, a pensé peut-être que ça ne serait pas dé couvert.

M. Brun, docteur en médecine, chirurgien-major au 4^e dragon, dépose également d'une manière favorable sur les antécédents, la probité et la moralité de l'accusé de Mairesse.

M. Avond: Le capitaine de Mairesse a dit hier que la mortalité dans son escadron était moins considérable que dans les autres; je voudrais savoir si M. le docteur peut nous donner quelques renseignements à ce sujet.

Le docteur: La mortalité dans le 4^e régiment de dragons est moindre que dans les autres régiments; la moyenne est très faible, et je ne pense pas que le 5^e escadron soit dans une condition plus défavorable que les autres.

M. le président: Lorsque vous faisiez vos visites, docteur, aviez-vous le soin de vous assurer que l'eau destinée à servir de boisson à la troupe était mélangée de la quantité d'eau-de-vie dans les proportions réglementaires?

M. le docteur Brun: Je suis chargé spécialement des soins sanitaires pour MM. les officiers et les hommes de l'escadron, et lorsque je passais mes visites dans l'intérieur des chambres, j'ai plusieurs fois senti l'eau pour m'assurer que le mélange alcoolique avait été opéré.

M. Guéras, trésorier du 4^e dragons, vient confirmer les témoignages honorables accordés à M. le capitaine de Mairesse par les précédents témoins, et il ajoute qu'il était à sa connaissance que cet officier se faisait faire des remises; que plusieurs fois il lui en avait parlé, mais qu M. de Mairesse lui répondit que c'était pour l'escadron qu'il agissait. « Il considérait, dit M. Guéras, cette manière d'opérer comme étant la plus belle chose du monde. »

M. Descarreux, capitaine commandant du 4^e escadron, joint son témoignage en faveur de l'accusé de Mairesse, à ceux qui viennent d'être exposés. Il y a quinze ans qu'il connaît son collègue du 5^e escadron, et il l'a toujours connu probe et dévoué aux hommes placés sous ses ordres.

M. le président: Est-ce que vous savez qu'il se faisait faire des remises par les brigadiers chargés de l'ordinaire? — R. Oui, mon colonel, il me l'avait dit.

M. le président: Et vous même, capitaine, est-ce que vous vous faisiez faire des remises par le fournisseur ou par le brigadier?

Le témoin: Je dois vous avouer franchement qu'il m'est arrivé quelquefois de recevoir de semblables remises de la part de la masse, et elles tournaient au profit des hommes de l'escadron.

M. Rampon, capitaine-commandant, et plusieurs autres officiers déposent dans le même sens.

L'accusé Passoit: Mon colonel, je désirerais que M. le capitaine en second, M. Marcellet, voulût bien s'expliquer sur une démonstration qui devait être faite par les sous-officiers, brigadiers et dragons auprès du colonel et du général, pour déclarer que j'étais innocent et que je n'avais fait qu'obéir aux ordres du capitaine Mairesse, seul coupable.

M. Avond: Je m'oppose à ce que les débats se portent sur ce point. Jusqu'à présent, malgré la dénonciation injuste et si mal fondée portée par le maréchal-des-logis contre son capitaine, nous avons agi avec la plus grande modération vis-à-vis de notre accusateur, qui regrette sincèrement, sans doute, le mal qu'il a fait à son supérieur, ne faut donc pas, par des questions qui peuvent devenir irritantes, nous faire sortir du rôle de modération que la défense s'est imposé.

M. le président: Je crois qu'il est utile à la manifestation de la vérité que toutes les déclarations relatives à l'accusé Passoit croyant que l'interpellation à faire à M. le capitaine est nécessaire à sa défense, nous devons poser la question.

M. Cartelier, défenseur de Passoit: De notre côté, la défense a également adopté un système de modération, mais cependant elle ne doit pas négliger ce qui est utile non seulement à la justification du maréchal-des-logis inculpé, mais encore à établir la considération dont il jouissait auprès de ses camarades et de ses inférieurs. Quoique l'accusé eût pu, à la rigueur, se dispenser de cette interpellation, nous demandons que M. le capitaine Marcellet entende sur ce point.

M. le président, au capitaine en second: Est-il à votre connaissance qu'il y ait eu dans l'escadron un projet de manifestation en faveur du maréchal-des-logis?

M. Marcellet: J'en ai entendu parler comme d'une chose qui se préparait, mais je n'en ai pas une connaissance personnelle.

L'accusé Passoit: Alors je prierais M. de Nouvion de vouloir bien déposer sur le fait dont il s'agit.

M. de Nouvion: J'avais entendu dire qu'il se tramait quelque chose dans l'escadron; j'assemblai les hommes, et je leur dis: « Eh bien! qu'est-ce que c'est? on dit que vous avez des réclamations à faire sur les actes de justice qui frappent votre capitaine et votre maréchal-des-logis. Parlez, dites... » Personne ne répondit. Je dis alors: « Est-ce pour le capitaine? » Pas de réponse. « C'est donc pour le maréchal-des-logis? — Oui, répondirent les autres sous-officiers et les dragons, nous voulons aller le réclamer au colonel et au général. — Ce que vous avez de mieux à faire, leur dis-je, c'est de rester tranquilles. Si le maréchal-des-logis est innocent, il vous sera rendu; si, au contraire, il est coupable, votre démarche ne vous servira à rien. »

Plusieurs témoins déposent de l'excellente moralité de Passoit, de son assiduité à remplir les devoirs de sa charge.

M. Courtisot-Hurbal, commandant-rapporteur, soutient l'accusation, et fait remarquer que les faits reprochés aux accusés sont d'autant plus graves et plus répréhensibles, qu'ils ont eu lieu à une époque où la cherté des vivres rendait la situation si embarrassante, que le colonel du corps avait songé à demander à l'autorité supérieure un supplément de solde pour venir en aide à la subsistance de la troupe.

Quand on touche à l'argent, poursuit M. le rapporteur, on ne saurait mettre trop de soins à en justifier l'emploi et à rendre un compte exact et fidèle. L'argent est plus dangereux que la poudre, l'un tue, l'autre déshonore.

Après avoir parcouru les différentes charges de l'accusation qui s'élevaient contre chacun des accusés, M. le rapporteur soutient que le capitaine de Mairesse ne justifie que d'une manière fort incomplète l'emploi des fonds qu'il s'est fait remettre, et il conclut à ce que les accusés soient déclarés coupables des faits qui leur sont imputés.

M. Cartelier et M. Edmond Prin présentent successivement la défense du maréchal-des-logis et du brigadier.

M. Avond combat chaleureusement l'accusation portée contre le capitaine de Mairesse, qui est, dit-il, l'un des plus honorables officiers de l'armée, auquel, selon le témoignage des hommes les mieux et les plus haut placés, il ne manque qu'un peu de fermeté et d'énergie, mais auquel la probité n'a jamais fait défaut.

M. Avond soutient qu'on doit considérer les actes reprochés par l'accusation au capitaine de Mairesse comme de simples fautes contre la discipline, et non comme des faits punissables, puisque les fonds dont il s'agit ont, en définitive, tourné au profit de l'escadron.

Le défenseur termine en donnant lecture de deux lettres du général Grand et du lieutenant-colonel Lacaze, qui rendent témoignage de la délicatesse scrupuleuse et de la conscience de ses devoirs qu'ils ont toujours remarqué chez M. de Mairesse.

Le Conseil, après vingt minutes de délibération, a déclaré à la majorité de cinq voix contre deux le capitaine de Mairesse et le maréchal-des-logis Passoit non coupables. Lécuyer a été acquitté à l'unanimité des voix. En conséquence, le président ordonne leur mise en liberté, et les renvoie à leur corps pour y continuer leur service.

Aussitôt après la séance, la garde entre en armes dans la salle d'audience, et M. le rapporteur fait donner lecture aux trois accusés du jugement qui les renvoie de l'action intentée contre eux.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnance du Roi en date du 9 août, sont nommés:

Conseiller à la Cour de cassation, M. Legagneur, premier président de la Cour royale de Toulouse, en remplacement de M. Romiguières, décédé. — M. Legagneur, pair de France, 28 juillet 1820, substitut à Vouziers; 13 décembre 1821, substitut à Metz; 21 décembre 1825, procureur du Roi à Charleville; 21 juin 1826, 1^{er} avocat-général à la Cour royale de Metz; 6 août 1833, procureur-général à la Cour royale de Grenoble; 19 septembre 1839, procureur-général à la Cour royale de Douai; 7 juillet 1840, premier président à la Cour royale de Grenoble; 7 août 1843, premier président à la Cour royale de Toulouse.

Procureur-général près la Cour royale de Toulouse, M. Pion, procureur-général près la Cour royale de Lyon, en remplacement de M. Legagneur, appelé à d'autres fonctions; — M. Legagneur, 10 septembre 1830, substitut au Mans, 4 avril 1831, procureur du Roi à Mayenne; 27 mars 1832, procureur du Roi au Mans; 12 novembre 1835, avocat-général à Angers; 5 août 1840, procureur-général à la Cour royale de Metz; 29 mars 1841, procureur-général à la Cour royale de Douai; 28 avril 1843, procureur-général à la Cour royale de Lyon.

Procureur-général près la Cour royale de Lyon, M. Laborie, procureur-général près la Cour royale de Grenoble, en remplacement de M. Pion, appelé à d'autres fonctions. — M. Laborie, 1^{er} octobre 1830, substitut à Tulle; 12 novembre 1835, substitut à Lyon; 1^{er} novembre 1838, avocat-général à la Cour royale de Lyon; 5 février 1844, procureur-général à la Cour royale de Grenoble;

Procureur-général près la Cour royale de Grenoble, M. Blanchet, procureur-général près la Cour royale de Nîmes, en remplacement de M. Laborie, appelé à d'autres fonctions. — M.

Blanchet, 20 septembre 1830, procureur du Roi à Grenoble; 6 juin 1834, avocat-général à la Cour royale de Nîmes; 21 octobre 1844, procureur-général à la Cour royale de Nîmes. Procureur-général à la Cour royale de Toulouse, en remplacement de M. Blanchet, appelé à d'autres fonctions. — M. Rescoment de M. Blanchet, appelé à d'autres fonctions. — M. Rescoment de M. Blanchet, appelé à d'autres fonctions. — M. Rescoment de M. Blanchet, appelé à d'autres fonctions.

chefs-d'œuvre, ses tableaux ont été saisis et allaient être vendus à l'encan, si le commissaire-priseur chargé de la vente, cédant aux sollicitations d'un ami de Trunet, n'eût consenti à avancer, sur la remise des tableaux, la somme nécessaire pour empêcher l'aliénation à vil prix. Dès que le marchand qui avait vendu les tableaux à Nantes, eut appris la saisie et l'insolvabilité de Trunet, il est accouru à Paris; il a réclamé les tableaux, a payé la somme avancée par le commissaire-priseur, et du consentement de Trunet, il a été remis en possession de ces quatre toiles; malheureusement, le sieur Trunet avait de son côté vendu les quatre chefs-d'œuvre au sieur Bérail, marchand de cadres.

Ce dernier acquéreur réclamait aujourd'hui devant la 4^e chambre du Tribunal, de M. Chaumot, commissaire-priseur, la restitution des tableaux ou 15,000 francs de dommages-intérêts pour en tenir lieu. M. Coin-Delisle soutenait pour M. Bérail que M. Chaumot n'aurait pas dû se dessaisir des tableaux litigieux sans pouvoir justifier du consentement écrit du sieur Trunet. Mais le Tribunal, sur la plaidoirie de M. Cliquet, considérant que Chaumot a agi de bonne foi, et que Trunet a consenti à la restitution des tableaux, a débouté le demandeur de sa demande, et l'a condamné aux dépens.

M. Alfred Roland, homme de lettres, compositeur de musique, a assigné devant le Tribunal de commerce M. Victor Bohain et M. Anténor Joly directeurs du *Château des Fleurs*. M. Roland, qui se prétend auteur des paroles et de la musique des chants montagnards et béarnais connus sous le titre de *Chants pyrénéens*, qu'il a composés pour les quarante chanteurs montagnards, dont il est le directeur et le professeur en qualité de fondateur du Conservatoire de musique de Bagnères de Bigorre, demande qu'il soit fait défense à MM. Bohain et Anténor Joly de faire exécuter à l'avenir les Chants pyrénéens au *Château des Fleurs*, sous peine de confiscation de la recette et de 1,000 francs de dommages-intérêts pour chaque contravention; il demande en outre 20,000 francs pour réparation du préjudice qui lui aurait été causé jusqu'à ce jour.

Le Tribunal, présidé par M. Ledagre, a remis la cause à jeudi prochain pour être plaidée; M. Lan se présente pour M. Roland, et M. Durmont pour MM. Victor Bohain et Anténor Joly.

Dans le compte-rendu que nous avons fait hier du procès entre les directeurs du Vaudeville, nous avons parlé d'une somme de 30,000 francs que M. Pilté ne voulait pas garantir et entendait laisser à la charge de son successeur, M. Lefèvre. Cette somme n'est pas due par M. Ancelot sur sa gestion; mais elle est due à M. Ancelot; elle a été avancée par lui et fait partie des garanties qu'il avait données lorsqu'il entra au Vaudeville, et qu'il avait laissées à son successeur immédiat, M. Cogniard.

M. Desnoyers, juge d'instruction, est chargé depuis plusieurs jours de la procédure dirigée contre plusieurs individus à l'occasion des troubles qui ont eu lieu rue St-Antoine, à l'atelier de M. Krieger, ébéniste.

Une plainte en voies de fait dont était saisi le Tribunal de police correctionnelle, a donné lieu à des discussions assez curieuses sur la délimitation du pouvoir d'arrestation confié aux gardes du commerce.

Depuis longtemps le sieur Moreau, l'un d'eux, avait été chargé d'arrêter un débiteur qui parvenait toujours à se soustraire à ses poursuites. Résolu d'en finir, et prévoyant quelque résistance, le sieur Moreau, accompagné de deux gardes municipaux qu'il avait requis pour lui prêter main forte, alla de fort grand matin guetter son débiteur, qu'il attendit sur le palier de l'escalier.

Vers six heures du matin, le débiteur ne se doutant de rien, ouvrit sa porte pour sortir; le sieur Moreau s'élança aussitôt pour le saisir; le débiteur voulut refermer sa porte, le garde du commerce la repoussa avec force et se vit trouva même un moment engagé à demi-corps; dans cette lutte désespérée, le sieur Moreau prétendit avoir reçu non seulement des coups de pied de la part du débiteur, mais encore des coups de balai de la part de la femme du récalcitrant accourue au secours de son mari.

Il paraît même que l'un des deux gardes municipaux reçut quelques horions destinés au garde du commerce. Traduits pour ce fait devant le Tribunal de police correctionnelle, le pauvre débiteur et sa femme s'excusent de leur mieux, en prétendant qu'ils ignoraient complètement à qu'ils avaient affaire.

Le sieur Moreau soutient, au contraire, qu'ils connaissent très bien sa qualité, bien qu'il n'eût pas eu le temps d'exhiber ses insignes, et il prétend s'être trouvé dans le plein exercice de ses fonctions, se fondant sur un article du décret organique des gardes du commerce, à la date du 14 mars 1808, qui donne le droit à ces officiers ministériels de se présenter seuls dans le domicile des personnes qu'ils sont chargés d'arrêter.

M. Lachaud, défenseur des prévenus, soutient de son côté qu'il n'existe aucune disposition pareille dans le décret précité qui ne confère aux gardes du commerce de Paris, en matière d'arrestation, que le même droit dont jouissent les simples huissiers dans tout le reste de la France, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent se présenter dans le domicile d'un citoyen qu'avec le concours et l'assistance d'un juge de paix. Il s'étonne en outre que le sieur Moreau, dans la prévision d'une résistance, soit allé préalablement requérir l'intervention de deux gardes municipaux, qu'il n'aurait dû appeler, toujours aux termes du décret, qu'après que la résistance et la rébellion auraient été bien constatées, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce, car sitôt que le prévenu a pu savoir quelle était la qualité du sieur Moreau, il l'a suivi sans la moindre difficulté.

Au surplus, en présence des excuses que ses clients adressent au sieur Moreau, dont le caractère ne lui était pas connu d'abord, et qui, par le fait, ne se trouvaient pas plus que les gardes municipaux qui l'assistaient dans l'exercice légal de leurs fonctions, M. Lachaud supplie le Tribunal de renvoyer les prévenus des fins de la plainte.

M. l'avocat du Roi Camusat de Busserolles, tout en requérant une application très modérée de la loi, à l'égard du mari, déclare s'en rapporter à la prudence du Tribunal en ce qui touche la femme.

Le Tribunal, sous la présidence de M. Geoffroy Chateau, renvoie le premier des fins de la plainte, et condamne la seconde à 25 fr. d'amende.

La 1^{re} chambre du Tribunal a prononcé aujourd'hui sur une plainte en contrefaçon portée par cinq membres de la Société des sculpteurs, mouleurs et éditeurs, contre quatre ouvriers mouleurs chez lesquels on avait saisi ou constaté la présence de différents moules et objets d'art contrefaits.

M. Pataille, avocat de la Société, a plaidé pour les plaignants; c'étaient MM. Fontaine, Susse, Laurent Micheli, Dufailly et la maison Collas et Barbédienne.

M. de Lieuvin a présenté la défense des prévenus, les sieurs Théophile Gueltard, Jules Dournel, Galantomini et Pierri.

Les deux premiers prévenus chez lesquels on a trouvé les deux torsos de l'Indienne et de la Pêcheuse de Pradier, ont dit qu'ils les avaient achetés dans une vente, et que les prenant pour des antiques ils avaient cru pouvoir les mouler.

A l'égard des moules qui ne portaient pas de traces

d'usage, la défense soutenait qu'il n'y avait là qu'une tentative et non le délit de contrefaçon puni par la loi. A plus forte raison en était-il ainsi, suivant eux, à l'égard des objets dont on n'avait trouvé que les modèles sans moules ni épreuves.

Enfin chez l'un des prévenus, le sieur Pierri, on n'avait saisi qu'un bras de la *Poésie légère*, de Pradier, appartenant à M. Fontaine.

Au nom de ce dernier, M. Pataille justifiait par la production du moule original que le bras saisi n'en sortait pas et était par conséquent une contrefaçon d'où il concluait que cela prouvait le contre-mouillage de la statuette entières.

M. l'avocat du Roi Lafaulotte a conclu à la condamnation de tous les prévenus, même du sieur Pierri, tout en déclarant s'en rapporter à l'appréciation du Tribunal à l'égard des objets pour lesquels il jugerait qu'il n'y avait eu que tentative et non exécution.

Le Tribunal, ne trouvant pas le délit de contrefaçon suffisamment établi à l'égard de Pierri, l'a renvoyé des fins de la plainte.

Ainsi, il a décidé que la fabrication des moules, alors même qu'on ne s'en serait pas encore servi, et les traces de contre-mouillage laissées sur les modèles, suffisaient pour établir le délit de contrefaçon.

En conséquence, il a condamné le sieur Galantomini à 25 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts, et les sieurs Théophile Gueltard et Jules Dournel, également à 25 francs d'amende chacun et en 400 francs de dommages-intérêts envers les parties civiles, avec confiscation des objets saisis.

Le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre) a encore eu l'occasion de faire application de la loi du 15 juillet 1845, relative à l'organisation et au service des chemins de fer.

Les sieurs Brot de Montgomery et Liesching sont cités sous la prévention d'avoir contrevenu aux ordonnances et réglemens sur la police des chemins de fer, en fumant dans un wagon et dans une diligence d'un convoi du chemin de fer, ligne de Seceaux. On impute en outre au dernier le fait plus grave d'avoir envoyé des bouffées de tabac dans la figure du préposé qui lui faisait des observations au sujet de son infraction.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat du Roi Camusat de Busserolles, le Tribunal a condamné par défaut le sieur Brot de Montgomery à 25 francs d'amende, et le sieur Liesching à 60 francs d'amende.

Un négociant bien placé, et dans une heureuse position de fortune et d'affaires, était traduit aujourd'hui devant la police correctionnelle (6^e chambre), sous une prévention assez grave: il aurait contrefait le poinçon de la maison Christoffe, pour le procédé de dorure et d'argenterie, et aurait marqué à l'aide de ce poinçon des pièces d'argenterie qui ne sortaient pas de cette fabrique. Ce qui rend le délit plus grave, c'est que le prévenu Renault avait déjà subi une condamnation en 2,000 fr. de dommages-intérêts et 300 fr. d'amende pour contrefaçon des procédés Elkington. Il est vrai de dire que cette condamnation est du 20 février 1847, et se trouve par conséquent contemporaine de la contrefaçon du poinçon.

Depuis cette condamnation, la maison Christoffe remarqua que les produits émis par M. Renault continuaient à circuler abondamment sur la place, sans que les relations de cette maison avec cet industriel eussent pris une plus large extension. Une surveillance fut établie, et l'on fut bientôt à même de s'assurer que la plus grande partie des marchandises mises en circulation par le sieur Renault étaient marquées d'un poinçon contrefait. Une saisie fut pratiquée et fit connaître que la fraude s'exerçait dans de vastes proportions.

M. Christoffe porta plainte contre le sieur Renault; mais celui-ci vint implorer sa générosité, et M. Christoffe voulant empêcher l'affaire d'avoir des suites, se désista. Malheureusement pour le sieur Renault, le commissaire de police qui avait procédé à la saisie des objets marqués du faux poinçon, avait envoyé les procès-verbaux au parquet. C'est donc à la requête du ministère public que le sieur Renault fut renvoyé devant la police correctionnelle.

M. Renault, interrogé par M. le président, convient du fait qui lui est reproché; pour toute excuse il prétend qu'il ne connaissait pas l'importance de son action, et qu'en contrefaisant le poinçon de la maison Christoffe il ne croyait commettre qu'une simple contrefaçon de produits.

M. le président: Vous avez trop d'expérience des affaires pour avoir pu faire une pareille confusion. Imiter la marque d'une maison pour écouler ses propres produits c'est une action très grave et très blâmable.

M. de Guizot, avocat du Roi: Sous l'ancienne législation, vous auriez été, pour un pareil fait, renvoyé devant la Cour d'assises comme faussaire. Cette infraction était alors considérée comme un véritable crime.

M. Delahaye présente la défense de M. Renault, que le Tribunal condamne à quatre mois d'emprisonnement et aux dépens.

Avant-hier, un individu proprement vêtu et s'exprimant en termes choisis, se présente chez le sieur Bruck, marchand de vins aux Thernes, boulevard Courcelles, 27, et demande à louer une chambre garnie. Il se fait ensuite servir à déjeuner et invite le maître de la maison à trinquer avec lui. Celui-ci ne pouvait pas refuser un nouveau locataire; il accepte et la conversation s'engage. « Je ne resterais malheureusement pas longtemps avec vous, dit l'inconnu; j'ai quelques affaires à terminer dans les environs, puis je partirai pour un voyage d'agrément avec mon beau-frère, qui habite St-Denis... En voilà un qui est heureux! Officier de la Légion d'honneur et trois fois millionnaire!... » Le déjeuner fini, l'inconnu dit au sieur Bruck: « Voulez-vous gagner 5 francs? Faites-moi le plaisir d'aller jusqu'à Saint-Denis trouver mon beau-frère; vous l'engageriez à venir me rejoindre sans retard avec son cabriolet et à m'apporter mon porte-manteau. Il vous ramènera avec lui dans sa voiture. »

Le sieur Bruck accepte l'offre, et il se met en route. Il y avait à peine un quart d'heure qu'il était parti, lorsqu'un individu à l'accent étranger se présente. Il dit qu'il est Polonais, qu'obligé de s'expatrier à la suite des derniers événements, il n'a pu emporter qu'une très petite somme d'argent qui est déjà dépensée, mais qu'il lui reste des diamans pour une valeur de 10,000 francs environ, et que si on veut lui en donner 1,000 francs il est disposé à les céder: « Un instant, un instant! dit le nouveau locataire; il faut d'abord voir ces diamans... Vous comprenez, ajoutez-il, en se retournant vers la femme Bruck, il y a tant de filous, et on peut être si facilement trompé! mais je m'y connais en diamans, moi... » Et il se met à examiner les diamans avec toute l'attention d'un connaisseur: « Ils sont superbes! s'écrie-t-il, après cet examen; c'est une affaire d'or... Faites-moi le plaisir, madame, de donner pour moi 1,000 francs à cet homme, je vous les remettrai dès que mon beau-frère sera ici; c'est l'affaire d'une heure, et je vous ferai cadeau d'un second billet de 1,000 francs pour votre part dans cette bonne aubaine. »

La femme Bruck, en vidant tous ses tiroirs, ne put réaliser qu'une somme de 700 francs, qu'elle remit à son locataire. « Cela ne suffit pas, dit celui-ci; il faut que je trouve encore 300 francs, ou l'affaire est manquée. — Venez avec moi, mon brave homme; j'ai ici près un ami qui me donnera cette misère. » Et tous deux sortent.

On devine le reste, car déjà cette ruse grossière a été employée plus de cent fois et a toujours réussi. Le sieur Bruck revint; il n'avait jamais pu trouver le beau-frère. Les 700 francs étaient perdus; mais il lui restait une boîte contenant des diamans valant bien une somme de 1 franc 50 centimes.

Voici un vol domestique audacieusement accompli, mais dont l'auteur, malgré les précautions dont il s'était entouré pour détourner de lui les soupçons, a été presque immédiatement arrêté et placé sous la main de la justice. Un architecte distingué, M. Crosnier, dont le domicile est situé rue Lafayette, 17, s'aperçut hier, à 7 heures du matin, au moment où il descendait à son cabinet, qu'un vol, accompagné de la circonstance aggravante d'effraction, venait d'être commis durant la nuit à son préjudice. La police ayant été immédiatement avertie, on constata que des armoires, placards et meubles avaient été forcés; qu'un bureau-caisse, bûché en quelque sorte et mis en pièces, avait été ouvert; qu'une somme de 1,500 francs en billets de banque et un sac de 800 francs avaient été volés.

L'enquête à laquelle il fut procédé sans désemparer fit constater également que l'auteur de ce vol, après s'être introduit furtivement et sans escalade dans la maison, avait été chercher au rez-de-chaussée les instrumens dont il s'était servi pour pratiquer l'effraction. De ces différentes circonstances on dut tirer la conclusion que le voleur était initié aux habitudes de la maison, et les recherches de la police se concentrèrent dès-lors sur un petit nombre d'individus que l'on mit en demeure de justifier de l'emploi de leur temps durant la nuit où avait été commis le vol.

Un seul parut troublé et entra dans le détail d'explications évidemment mensongères. C'était un domestique congédié le 1^{er} de ce mois par M. Crosnier, domestique qui, au lieu de chercher un emploi ou de retourner près de sa femme ou de ses enfans, qui habitent Mont-Lévêque, s'était logé rue Lafayette, 19, dans la maison contiguë à celle de M. Crosnier, qu'il quitte.

Ce matin ce domestique a été arrêté. Un locuteur ayant déclaré qu'il avait passé dehors la nuit de dimanche à lundi, il prétendit avoir été trouver à Mont-Lévêque sa femme, de laquelle il dit tenir une somme de 40 francs trouvée sur lui au moment de son arrestation. Mais bientôt, accablé sous l'évidence, il a dû renoncer à ce système de dénégation. Il a avoué avoir commis le vol, en a raconté les circonstances, et a fini par avouer que la totalité de la somme soustraite, moins les 40 francs saisis en sa possession, avait été par lui remise en dépôt à sa femme, à laquelle il avait eu soin toutefois d'en dissimuler l'origine.

Une commission rogatoire a été décernée par le juge d'instruction, pour qu'une perquisition fut opérée à Mont-Lévêque chez la femme du prévenu, et que la somme volée au préjudice de M. Crosnier fut saisie.

Hier la fête des Batignolles a été troublée par un incident qui aurait pu avoir des suites encore plus fâcheuses. On sait que les individus chargés de faire partir les pièces d'artifice qu'on appelle bombes, sont armés de longues mèches, à l'aide desquelles ils mettent le feu à la fusée dont la boîte est fixée en terre. Un de ces hommes dont la mèche tirait à sa fin, avait vainement essayé à plusieurs reprises d'allumer une des bombes. Voyant l'inutilité de ses efforts, il s'approcha pour connaître ce qui empêchait la fusée de prendre feu; mais, à ce moment même, la bombe partit et le frappa au milieu de la poitrine. Le malheureux artificier, violemment renversé, n'a pu se relever; trois gardes municipaux l'ont emporté chez lui.

Par suite de la soustraction frauduleuse d'une somme de 50,000 francs en billets de banque, expédiée de Châteauroux pour le compte de la Banque de France et renfermée dans une lettre recommandée, des perquisitions ont été opérées aux domiciles respectifs de cinq employés de l'administration des postes. On ignore le résultat de ces perquisitions.

L'ouverture de la chasse dans le département de la Seine est fixée au 31 de ce mois.

ETRANGER.

BAVIERE (Wurzburg), 10 août. — Le boule-dogue de M^{lle} Lola-Montés, qui, comme on se le rappelle, est devenu la cause d'un grand tumulte à Munich (voir la Gazette des Tribunaux du 26 février 1847), vient aussi de mettre en émoi la ville de Wurzburg.

Avant-hier dimanche, vers onze heures du soir, M^{lle} Lola Montés entra, suivie de cette bête, qui, à ce qu'il paraît l'accompagne toutes les fois qu'elle sort à pied, entra dans le jardin du roi (promenade publique). Le factionnaire placé à la porte du jardin, lui fit observer que les chiens n'entraient pas, et il barra avec son fusil le passage à l'animal. La fouguese Espagnole irritée frappa avec son ombrelle sur la tête du militaire, un coup si violent, que le shako du soldat tomba à terre.

Une foule de promeneurs accourut, et bientôt après un commandant de bataillon, chef du poste du jardin, se présenta à M^{lle} Lola Montés, qu'il connaissait, et l'engagea poliment à se retirer pour ne pas causer de scandale. M^{lle} Montés lui répondit qu'avant d'adresser la parole à une dame de son rang, il aurait dû ôter son chapeau, et qu'elle l'invitait à le faire. L'officier lui déclara qu'étant dans l'exercice de ses fonctions il ne pouvait et ne devait se découvrir devant qui que ce fût, et qu'il la ferait arrêter si elle ne s'en allait pas immédiatement.

M^{lle} Lola-Montés obtint par ce ordre: elle retourna à son hôtel, où une multitude d'individus de la classe inférieure la suivit en grognant et en sifflant sans cesse.

Dans la soirée, M^{lle} Montés est allée visiter un conseiller d'Etat. Pendant ce temps des attroupemens se sont formés devant la maison, et ont cassé les croisées à coups de pierres. Lorsque plus tard M^{lle} Montés est revenue en voiture à son hôtel, elle a été de nouveau insultée par la populace, qui stationnait dans toutes les rues environnantes, et qui ne s'est retirée qu'après que la force militaire a été mise sur pied.

Le lendemain, M^{lle} Montés a quitté Wurzburg pour retourner à Munich.

Les explications données à la tribune sur l'aménagement des coupes de bois de la liste civile, et qui ont à un si haut degré excité l'attention, ont naturellement fait désirer connaître la législation qui régit ces mêmes bois, et les prérogatives attachées en matière de chasse aux propriétés de la Couronne et du domaine privé du Roi. Un seul ouvrage (1) a publié ces documents, fruit de laborieuses recherches de M. l'intendant-général de la liste civile, aussi le nombre d'exemplaires déjà sortis des magasins des libraires dépositaires, est la preuve que ce livre est vivement recherché non seulement par les chasseurs, mais par toutes les personnes qui ont suivi avec intérêt les décisions des Chambres.

AVIS. — On demande une personne capable, d'une moralité connue, qui puisse disposer d'une partie de son temps et d'une somme de 30,000 fr. pour être associée dans une ancienne maison très facile à gérer, donnant un bénéfice annuel de 18 à 20,000 francs nets. La somme de 30,000 francs serait versée dans une maison de banque et de laquelle on ne se servirait qu'au fur et mesure des affaires. S'adresser franco à M. GAND, rue Montmartre, 171.

(1) *Traité des délits et des peines de chasse*, par M. PERRÉVE, ancien procureur du Roi, fort vol. in-8°, prix, 5 francs, chez Cosse et Delamotte, place Dauphine; Vidécoq et Thorel, place du Panthéon; Dentu, Palais-Royal.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

Haut-Rhin (Colmar, 15 août). — Ainsi que nous l'indiquions hier, les débats de l'affaire des troubles de Mulhouse ont été continués devant la Cour d'assises du Haut-Rhin, dans les audiences des 11, 12 et 13 août, et se sont terminés le 14. Ces débats, qui n'ont présenté rien de remarquable, n'ont fait que confirmer les détails que nous avons donnés lors de ces troubles (voir la Gazette des Tribunaux du 1^{er} juillet dernier), et révéler la part que chacun des accusés y avait prise. L'accusation a été soutenue par des accusés généraux Desèze et Huder, et la défense MM. les avocats-généraux Desèze et Huder, et la défense présentée par M^{rs} Koch, Puthod, Wendling, Baillet, Anstetter, Ostermayer, Richer et Yves. Après le résumé de M. le président Schirmer, le jury, entré en délibération à midi, a rapporté à quatre heures le verdict suivant:

Le jury déclare à la majorité que l'accusé Becker est coupable sur la question de complicité avec des circonstances atténuantes; déclare non coupables les cinq autres principaux accusés: Nithard, Schaeffer, Bachmann, Kempf et Monnier. Quant aux autres accusés, à l'égard desquels les verdicts de culpabilité sont tous rendus à la majorité et avec des circonstances atténuantes, la Cour statue à leur égard comme il suit:

Sont acquittés: Nithard, Schaeffer, Bachmann, Kempf, Monnier, Ridezki, Adelbrecht, Lenger, Fimbel, Schweitzer et Bentz. M. le président ordonne la mise en liberté immédiate de ces onze accusés.

Interpellé sur l'application de la peine, Becker dit: « Je n'ai aucune observation à faire à la Cour; ma conscience est pure et tranquille. Ce que l'on m'impute à crime, je l'ai fait par pitié pour la classe malheureuse, et quelle que soit la peine qu'on m'inflige, je n'aurai jamais de regret. » (Sensation prolongée.)

Tous les autres accusés réclament l'indulgence de la Cour en fondant en larmes.

La Cour condamne Becker à 5 ans; Weiss, Thomann, Hubert, Lemblé, Haas à 3 ans; Sturm, Schneider, Rogger, Oswald, Grunenberger, Fabin, Schwabé, Geisberger, Harder, Hersperger, les frères Dreyer, Gisbergué à 2 ans, et Georges à une année d'emprisonnement.

SEINE-INFÉRIEURE (Rouen), 17 août. — L'Ordre des avocats s'est réuni hier pour procéder aux élections annuelles. Voici le résultat du scrutin: M^{rs} Deschamps a été réélu bâtonnier, M^{rs} Vannier, secrétaire. Les membres du conseil de l'Ordre sont: MM. Senard, Desseaux, Lemarié, Simonin, Taillet père, Daviel, Homberg, Néel et Lecœur.

MEURTHE (Nancy), 16 août. — Une prévention dont le titre était de nature à remuer vivement les passions publiques, appela devant le Tribunal de police correctionnelle de Nancy, le sieur Berthillot, auquel le ministère public imputait de s'être livré à l'agiotage sur les grains, et en outre, d'avoir commis le délit de coups et blessures. Une foule considérable se pressait dans l'audience; mais dans les débats, aucun élément de preuve n'ayant été établi que le sieur Berthillot eût employé dans ses spéculations les moyens frauduleux dont parle l'article 419 du Code pénal, le ministère public a abandonné la prévention d'agiotage, et l'affaire s'est réduite aux proportions très simples d'une rixe de cabaret.

Le Tribunal, après avoir entendu M^r d'Uhexi, avocat du prévenu, a renvoyé Berthillot de la poursuite sur le premier chef de la prévention, et sur le second chef l'a condamné à deux mois d'emprisonnement, 200 francs d'amende et aux frais.

Les applaudissemens de l'auditoire ont accueilli cette condamnation.

PARIS, 17 AOUT.

Les juges nouvellement élus au Tribunal de commerce de Paris, prêteront serment à l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour royale du samedi 21 août, à neuf heures du matin.

Quatre tableaux de prix, une *Sainte famille*, d'Andréa del Sarto, une petite *Vénus cherchant le bonheur*, du Guide, un *Christ portant sa croix*, attribué au Pérugin, ce maître de Raphaël, enfin un *Amour taillant son arc*, du Parmesan, faisaient l'objet d'une contestation soumise à la quatrième chambre du Tribunal civil de la Seine, dans les circonstances suivantes:

Le sieur Trunet est courrier de la malle et amateur de tableaux; ce noble goût le sieur Trunet l'a-t-il puisé dans l'amour désintéressé des beaux-arts, ou bien lui a-t-il été inspiré au contraire par l'espoir d'en tirer un profit légitime, c'est ce que le procès n'a pas expliqué d'une manière suffisante; quoiqu'il en soit, toujours est-il que le sieur Trunet consacra tous les loisirs de sa vie nomade à la recherche des belles peintures.

Ainsi dans les séjours qu'il est obligé de faire en province, notre amateur passe son temps chez les marchands de tableaux ou dans les boutiques de bric-à-brac à chercher à reconnaître et à découvrir, sous la crasse qui les recouvre, quelques chefs-d'œuvre de maître égarés au milieu de cette défrôlée des siècles. L'administration des postes permet à ses courriers de transporter gratuitement un certain poids d'objets de commerce ou de commission, mais pour apporter à Paris les grosses poulardes du Mans, les truffes de Strasbourg, de Ruffec, les terrines de Nérac, et en sentant par transporter les objets de sa prédilection, anciens maîtres.

C'est ainsi qu'il y a quelque temps Trunet apportait dans sa malle à Paris les quatre tableaux de prix que nous signalons en commençant, tableaux qu'il avait achetés à Paris au prix de 17,000 francs; malheureusement, il se trouva, cédant à sa passion pour les beaux tableaux, le sieur Trunet à la tort de ne pas mesurer l'importance de ces achats à l'étendue de ses ressources, et ce travers l'a mis sous le coup de poursuites judiciaires, de telle sorte que lorsqu'il est arrivé à Paris avec les quatre nouveaux

Aujourd'hui mercredi, à trois heures, au Cirque des Champs-Élysées, représentation extraordinaire des boxeurs américains et des frères Lecour.

SPECTACLES DU 18 AOUT.

OPÉRA. — Fermé pour réparations.
FRANÇAIS. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — La Cachette.
VAUDEVILLE. — Le Chapeau gris, un Vœu, le Dernier amour.

VENTES IMMOBILIÈRES.

AUDIENCES DES CRÉÉS.

Paris. — TROIS MAISONS. Etude de M. Ch. BERTRAND, avoué à Paris, rue Louis-le-Grand, 27.

Paris. — FERME, MAISONS, RENTES. Etude de M. GAMARD, avoué, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26, à Paris.

S'adresser pour les renseignements : A Paris, à M. Garnier, avoué poursuivant, et à M. Gallard, avoué coadjuteur.

Paris. — TERRAIN. Etude de M. FROGER DE MAUNY, avoué à Paris, rue Verdot, 4.

Paris. — TROIS PIÈCES DE TERRE. Etude de M. LEVILLAIN, avoué, boulevard Saint-Denis, 28.

Paris. — MAISON. Etude de M. ESTIENNE, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 81.

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES.

Paris. — FERME ET MOULIN DE PRESNES. A vendre par adjudication sur licitation, entre majeurs, en la chambre des notaires de Paris.

Paris. — ENTREPOT DU NORD. MM. les actionnaires de l'Entrepot du Nord, sous la raison G. HEIM ET C^o.

Paris. — ENTREPOT DES BATIGNOLLES. MM. les actionnaires sont prévénus que l'assemblée générale annuelle aura lieu le vendredi, 3 septembre.

poser au siège de la société, rue du Grand-Chantier, 1 bis (au Marais), où les cartes d'admission leur seront délivrées.

FORGES DE SIONNE (Vosges). Société Bourgeois et C^o. MM. les actionnaires de la société Bourgeois et C^o sont convoqués en assemblée générale à Neufchâteau.

AVIS AUX VOYAGEURS. On trouve au dépôt de la manufacture de caoutchouc de MM. Rattier et Guibal, brevétés (sans garantie du gouvernement).

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE FRANCE, par M. le vicomte de Comy, ancien membre de la Chambre des députés.

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DU ROYAUME. M. Dalloz, député, ancien président de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation, vient de faire paraître le 7^e volume de la nouvelle édition de la Jurisprudence générale du royaume.

CAUSES CÉLÈBRES (JOURNAL DES). Une livraison par mois de deux à trois feuilles, la matière de quatre volumes ordinaires.

SOUS LE TITRE PAYSAGISTES ACTUELS, il vient d'être publié un ouvrage de M. Delacroix, peintre de la Cour.

une élégante réunion de 37 planches, d'après des tableaux de MM. Jules Dupré, Corot, Delacroix, etc.

AVIS. M. Leblanc, avocat, achète les usufruits et les successions créées sur hypothèque, sur l'Etat, les villes, les communes, les affaires de procédure et les recouvrements de créances en France et à l'étranger.

MAISON à vendre de quatre étages et deux grandes boutiques, caves, 12,500 francs.

VEDE DE BOTHEREL. VINS. OUVREURE. A tous prix, en cave, cent mille bouteilles de toutes valeurs.

PARMENTINE-GROULT. Nouveau potage, 60 c. le litre. Agréable au goût, bon à la santé et d'un emploi facile.

DÉCEPTION SIGNALÉE AUX MÉDECINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS. — C'est toujours et uniquement la méthode de M. Laffey.

ARMURIER. PRELAT vient, pour cause d'agrandissement, de transférer ses magasins et atelier, rue Saint-Honoré, 343.

MALADIES DES OS : TUMEURS-BLANCHES ET CARIE.

Guérison assurée, même après que tous les traitements ont échoué; rue Hauteville, 57.

LISTE de quelques personnes auxquelles on peut s'adresser pour avoir des renseignements sur les guérisons obtenues par ce nouveau traitement.

Convocation d'Actionnaires. MM. les actionnaires de la société du JOURNAL DU DIMANCHE sont convoqués en assemblée générale pour le 2 septembre prochain.

TRAITE DES MALADIES DES CHEVEUX de la BARBE et du SYSTEME PILEUX en général. Indiquant les moyens de faire repousser les cheveux et de les conserver à l'état de santé le plus parfait.

TRES BEL APPARTEMENT A LOUER, RUE VIVIENNE, 53. (Maison des Concerts Musard, près le boulevard.) PRIX : 2,500 FR. — S'ADRESSER AU 3^e.

ANNONCES-OMNIBUS. On demande un bailleur de fonds associé pour une opération de piano devant durer en 11 ans un bénéfice certain de 1,250,000 fr.

ENTREPRISE SPECIALE DES ANNONCES POUR TOUS LES JOURNAUX DE PARIS, DES DEPARTEMENTS ET DE L'ETRANGER.

S'adresser à M. NORBERT ESTIBAL, Fermier d'Annonces de plusieurs Journaux, rue Vivienne, 53. La nomenclature des journaux des départements est envoyée franco en en faisant la demande par lettre affranchie à M. NORBERT ESTIBAL.

Sociétés commerciales. Suivant acte reçu par M. Huillier et M. Du-mas, notaires à Paris, le 7 août 1847, enregistré le 10 août 1847, M. Jean-Baptiste BELZ, et M. Julien CHENESSEAU, marchands de nouveautés, demeurant à Paris, rue du Temple, 91, ont déclaré dissoute à compter du 1^{er} août 1847, la société formée entre eux sous la raison BELZ et CHENESSEAU.

24 août à 10 heures (N^o 7364 du gr.). Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, à la vérification et à l'affirmation de leurs créances.

CLÔTURE DES OPÉRATIONS. POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. N. B. Un mois après la date de ces jugements, chaque créancier rente dans l'exercice de ses droits contre le failli.

Assemblée du 18 août 1847. NEUF HEURES 1/2: Touallon fils et C^o, et personnellement, meuniers, synd. — Portmann, anc. md de papiers, id. — Surbled, mercier, id. — Gannequin, ferblantier, id. — Regnier aîné, md de doublures, id. — Verly, tapissier, id. — OZNE HEURES: Humbert, md de bois, synd. — Gossard, loueur de voitures, conc. — Parnat, md de bonnetterie, id. — Kretzky, barmacheur, id. — Lacoste, agent d'affaires, id. — Monies, restaurateur, id. — Babin jeune, ent de maçonnerie, id. — M. B. Bacquet, md de meubles, verif. — Rivrain, serrurier, conc. — Combautier, d'estampes, id. — Gallé, md de bijoux, id. — Veuve Matard et C^o, merciers, id. — Guichard, quaiillier, id.

Bourse du 17 Août. Cinq 0/0, j. du 22 mars... Quatre 0/0, j. du 22 mars... Trois 0/0, j. du 22 décembre... Actions de la Banque... Obligations de la ville... Caisse hypothécaire... Caisse d'Orléans... Caisse de la Seine... Caisse de la Loire... Caisse de la Garonne... Caisse de la Gironde... Caisse de la Méditerranée... Caisse de la Corse... Caisse de la Corse... Caisse de la Corse...